

Durant les dix premiers jours du mois sacré

Les locaux de la Rahma pris d'assaut

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4487 - Dimanche 27 mai 2018 - Prix : 10 DA

JS Kabylie

Mellal change d'avis pour Boukhenchouche

Page 23

Transport ferroviaire de marchandises

La cimenterie de Biskra réalise son premier convoi vers Annaba

Page 3

L'Iran ne sera pas le seul à souffrir des sanctions américaines

Par Mohamed Habili

Depuis que le président américain a annoncé le retrait de son pays de l'accord de 2015 sur le programme nucléaire iranien, les pays européens – à l'exception du reste pas même notable des Polonais, dont le retrait est passé inaperçu – ont dit et répété que contrairement à leurs habitudes ils ne suivraient pas les Etats-Unis dans cette voie. Dernièrement encore, une réunion au niveau des experts a eu lieu à Genève entre les parties de l'accord, particulière en ce sens que les Etats-Unis n'y étaient pas, où ils ont donné à nouveau à l'Iran l'assurance verbale que pour ce qui les concernait rien n'avait changé, qu'ils s'en tiendraient à leurs engagements vis-à-vis de lui aussi longtemps que lui-même respecterait les siens à leur égard. Cependant rien de concret n'a été décidé qui soit de nature à le conforter dans cette attitude. Comme les Etats-Unis n'ont pas plus tôt annoncé leur retrait qu'ils ont rétabli leurs sanctions, suspendues depuis la signature de l'accord, il était en effet en droit d'attendre d'eux plus qu'une déclaration de principe, un engagement ferme, des garanties qu'ils compenseraient les pertes que ces sanctions allaient lui occasionner. Or les Européens tout au moins lui ont déjà répondu qu'ils n'avaient pas de garanties à lui donner, et qu'il devait se contenter de ce qu'il avait déjà, c'est-à-dire leur parole.

Suite en page 3

D'énormes quantités de pain et de nourriture dans les poubelles

Ramadhan, mois de la surconsommation et du... gaspillage



Le paradoxe est saisissant ! Le mois de ramadhan, mois d'abstinence et de transcendance est pourtant devenu le mois de la surconsommation et du... gaspillage. Dans la quasi-totalité des régions, ce mois sacré rime avec hausse considérable des dépenses, consommation effrénée et désormais gaspillage.

Lire page 2

Mercuriale à Béjaïa

Les prix des fruits et légumes augmentent jour après jour

Page 24

Espace d'art contemporain «Espaco»

Les œuvres de huit plasticiens exposées

Page 13

D'énormes quantités de pain et de nourriture dans les poubelles

Ramadhan, mois de la surconsommation et du... gaspillage

■ *Le paradoxe est saisissant ! Le mois de ramadhan, mois d'abstinence et de transcendance est pourtant devenu le mois de la surconsommation et du... gaspillage. Dans la quasi-totalité des régions, ce mois sacré rime avec hausse considérable des dépenses, consommation effrénée et désormais gaspillage.*

Par Meriem Benchaouia

Cette tendance à la surconsommation a pour conséquence directe le gaspillage car une bonne partie des provisions alimentaires finit à la poubelle, puisque les quantités achetées sont souvent supérieures aux besoins réels. Malgré la cherté de la vie et la flambée des prix, le triste phénomène du gaspillage alimentaire explose en Algérie. Tout le monde s'accorde pour affirmer que les pertes alimentaires sont un fléau contre lequel il faut à tout prix lutter. La sonnette d'alarme est tirée face à ce phénomène tenace et indécent, qui outre le préjudice économique qu'il cause, donne lieu à des spectacles désolants d'amas de pain jonchant les entrées d'immeubles ou entassés dans des sacs en plastique sur la chaussée à même les poubelles. Les Algériens gaspillent en moyenne près de 500 millions de centimes en denrées alimentaires chaque année durant le mois de ramadhan. Les Algériens jettent, à cette occasion, plus de 5 milliards de dinars de denrées alimentaires dans leurs poubelles, d'après l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA). Selon Hadj Tahar Boulanouar, président de l'UGCAA, «les Algériens se laissent tenter par des produits inutiles durant ce mois sacré». Pour lui, «l'absence de la culture de consommation est à l'origine des dysfonctionnements du marché durant la première semaine du ramadhan, ce qui engendre automatiquement une hausse des prix». Les chiffres enregistrés par l'ONS, l'année dernière, sont plus qu'éloquents, il s'agit de près de 200 000 quintaux de fruits et légumes, de 5 à 10 millions de produits alimentaires, 12 millions de litres de lait et 13 millions de baguettes de pain qui sont directement allés aux ordures. En dépit des campagnes de sensibilisation contre les comportements nocifs qui sévissent de plus en plus au sein de la société du fait d'un mode de

consommation frénétique, le phénomène reste tenace. Le gaspillage, de pain par excellence, est la principale manifestation de ces comportements excessifs. Il semble en effet que les appels à rationaliser la consommation de cet aliment de base n'ont pas trouvé d'écho. Dans les rues d'Alger, ils sont plusieurs, comme Samy, à avouer qu'ils jettent tous les jours de la nourriture après le repas de rupture du jeûne : «On achète quatre ou cinq baguettes. Pour nous, notre consommation ne dépasse pas deux baguettes».

Encore des campagnes de sensibilisation

Plusieurs campagnes de sensibilisation en direction des citoyens seront organisées durant tout ce mois sacré. Ces campagnes évoqueront plusieurs thèmes liés à la santé publique et la lutte contre le gaspillage alimentaire durant le mois sacré de ramadhan, afin de consacrer la culture d'«une alimentation saine». Prévue au niveau des grandes surfaces commerciales et des places publiques, avec la participation de la Direction de la santé et de la population, de la Direction des affaires religieuses et des services de la Protection civile, ainsi que plusieurs associations locales de protection du consommateur, en collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), ces campagnes visent à sensibiliser les citoyens sur la nécessité de corriger «leurs mauvaises habitudes alimentaires durant le mois sacré pour lutter contre le gaspillage alimentaire», a précisé le même responsable. De son côté, l'entreprise de nettoyage de la wilaya d'Alger (Extranet), organisera une campagne de sensibilisation pour lutter contre le phénomène du gaspillage du pain à Alger, a indiqué le directeur général de l'entreprise, Rachid Mechab. Cette campagne de sensibilisation qui sera menée par l'entreprise à travers les espaces publics et les établisse-



Ph/D. R.

ments scolaires, vise à lutter contre le phénomène de gaspillage du pain pendant le mois de ramadhan. Cette opération ne se limitera pas au mois de ramadhan, l'entreprise organisera, tout au long de l'année, des journées de sensibilisation au niveau de 31 communes d'Alger. Le même responsable prévoit la réduction des quantités de pain qui seront collec-

tées au cours du prochain ramadhan, à moins de 40 000 tonnes, grâce aux résultats positifs des campagnes de sensibilisation qui contribueront à la diffusion de la culture de lutte contre le gaspillage du pain qui est «un phénomène étranger à notre société».

M. B.

– Durant les dix premiers jours du mois sacré –

Les locaux de la Rahma pris d'assaut

Afin de venir en aide aux nécessiteux qui ne cessent d'augmenter d'année en année, quelque 230 restaurants de la Rahma ont ouvert leur portes à Alger durant les dix premiers jours du mois sacré. Ces restos ont été pris d'assaut par les citoyens et cet afflux est appelé à augmenter durant la deuxième semaine du ramadhan.

Le mois sacré du ramadhan est un mois de partage et depuis des années de nombreuses associations, des APC, et certaines entreprises étatiques diversifient leurs actions au cours de ce mois en distribuant des couffins du mois de ramadhan et l'ouverture des restos du cœur, appelé «restaurants de la Rahma» où on offre aux nécessiteux, toujours aussi nombreux, des repas chauds et consistants aux quatre coins du pays. À Alger, quelque 230 restaurants de la Rahma ont été recensés depuis le début du mois de ramadhan et ce chiffre est en augmentation constante en raison du nombre de citoyens nécessiteux qui s'y rendent chaque jour depuis le début du mois sacré. En effet, trois heures avant l'ouverture des portes de ces restos, de longues

files d'attente se dressent déjà devant les locaux des restos de la Rahma. Ils ne sont pas que des SDF mais aussi des jeunes travailleurs qui habitent seuls à Alger et qui n'ont pas le temps de cuisiner. Selon le chef du Bureau de gestion informatique à la Direction de l'action sociale et de la solidarité d'Alger, Aïssa Mahfoud : «Au début du mois sacré, le nombre des restaurants de la Rahma recensés à travers les 13 circonscriptions de la wilaya s'élevait à 165 restaurants, dont 42 relevant d'organismes publics, 63 du secteur privé et 61 d'associations». Il estime que le nombre de ces espaces qui est monté à 230 restaurants est appelé à augmenter encore durant la deuxième semaine du mois sacré, il a précisé que le nombre de repas distribués aux familles nécessiteuses depuis le 1^{er} jour dépassait les 33 000. En outre, le chef du bureau de DASS a affirmé que l'obtention d'autorisation d'ouverture de ces restaurants Rahma se fait par une demande aux services de la daïra, tranchée par la wilaya, ajoutant que les bénévoles sont tenus de respecter les règles régissant cette activité.

Thinherine Khouchi

ooredoo
عيش الإنترنت

PROMO KHABBARNI

Recevez quotidiennement
toute l'info religieuse
par sms

1

DA

le Mois
seulement

Composez le ***515#**

L'abonnement au bouquet Islamique est à TDA le mois seulement, pour toute souscription durant le mois de Ramadhan (au lieu de 50 DA). Profitez aussi des autres bouquets : Foot, Pro, Divertissement, Jeunes de Femmes à 50 DA. Plus d'informations au 0550 000 333

ooredoo.dz

Transport ferroviaire de marchandises

La cimenterie de Biskra réalise son premier convoi vers Annaba

■ La cimenterie de Biskra, Cilas (Ciment-Lafarge-Souakri), vient d'effectuer son premier acheminement d'une cargaison de 280 tonnes de ciment gris vers un client se trouvant à Annaba. «Une première, une innovation en Algérie», soulignera une source proche de Cilas.

Par Lynda Naili

Jointe hier par téléphone, la même source indiquera effectivement que la cimenterie «Cilas vient d'effectuer une première opération-test pour l'acheminement de sacs de ciment vers nos clients, intervenue le 22 mai en cours». «C'est un premier train à destination de Annaba pour livrer 280 tonnes de ciment à notre client-revendeur», ajoutera-t-elle. Il s'agit d'une opération montée avec la SNTF (Société nationale de transport ferroviaire) avec laquelle Cilas a entamé des discussions sur ce projet il y a six mois. Ce qui, en effet, s'est traduit par le raccordement de la cimenterie de Biskra sur une partie de la ligne ferroviaire principale venant de Biskra, en passant par la localité Menbaa El ghozlane à 5 km de l'usine, à destination du nord du pays. Lequel raccordement, enchaînera notre source, «nous permettra de convoier notre production vers Annaba, Skikda et prochainement vers le port de Djendjen à Jijel ainsi que vers Tougourt où pour répondre aux besoins de nos clients, nous avons mis en place une plateforme-dépôt». A ce titre, ambition-



P.D. R.

nant d'«*acheminer un train par jour vers différentes destinations du pays, y compris vers les ports commerciaux*», le responsable d'affaires publiques à Cilas évoquera les multiples avantages qu'offre le transport de marchandises par voie ferrée, dont les plus importants, outre la rapidité et la charge (20T pour un camion contre 280T pour le train), elle soulignera notamment l'aspect du gain sur le coût du transport, l'optimisation de la sécurité en éli-

minant les risques d'accident, le décongestionnement des routes et autoroutes ainsi que le respect écologique qu'assure ce moyen de transport de marchandises. Notons qu'avec 640 employés, l'usine la plus récente construite par LafargeHolcim, la cimenterie de Biskra, située exactement à Hammam Sidi El Hadj, commune de Djemorah, dont le démarrage est intervenu en juillet 2016, est d'une capacité de production de 2,7 millions de tonnes par an en

vrac et sacs palettisés, ce qui lui permet ainsi de répondre aux besoins du marché du ciment dans le Sud du pays. Portée par la société Cilas, elle est détenue à 51% par le Groupe Industriel Souakri Frères, groupe industriel privé algérien, et à 49% par LafargeHolcim, conformément à la règle des 51/49 régissant les IDE (investissements étrangers en Algérie) pour un investissement de 300 millions d'euros, soit 35 milliards de DA. L. N.

Croissant-Rouge algérien

Actions de solidarité au profit des nomades

Le Croissant-Rouge algérien (CRA) a procédé, ces dernières 48 heures, à la distribution d'aides au profit des nomades et populations des zones reculées de la wilaya de Djelfa, dans le cadre de l'opération «Solidarité Ramadhan» de cette année. L'initiative a été conduite par la présidente du CRA, Saïda Benhabiles, qui a effectué à l'occasion une tournée dans nombre de localités désertiques de l'extrême sud de Djelfa (Dum Laadham, Kettar et Selmana), mais aussi de l'ouest et de l'est de la région (Ledouis, Ben Yakoub, Zekkar et Sidi Bayzid). La caravane de solidarité, qui a profité à quelque 350 familles, a parcouru un périmètre géographique de près de 1 000 km. «Cette action de Solidarité Ramadhan est une tradition initiée depuis 2014 par le Croissant-Rouge algérien», a déclaré samedi M^{me} Benhabiles dans un entretien avec l'APS, signalant que «l'opération a consisté, cette année, dans la distribution de colis alimentaires d'une valeur unitaire de 7 000 DA, au profit des familles nomades et autres populations des régions reculées de Djelfa vivant dans des conditions difficiles». La présidente du CRA s'est dite «très touchée» par les populations de ces régions, pour qui l'Etat a accordé des

aides en vue de l'amélioration de leur cadre de vie, mais qui vivent néanmoins dans des conditions de vie difficiles, déplorant l'existence d'enfants non scolarisés et d'autres handicapés dans une même famille. «Mais ces gens demeurent forts et gardent le sourire», a-t-elle constaté admirativement. Ajoutant que cette initiative de solidarité fait partie des objectifs de la stratégie mise en place par le CRA, visant à venir en aide aux populations des régions des montagnes, sahariennes et frontalières du pays, tout en veillant à l'ancrage d'une culture de solidarité. Parallèlement à la distribution de ces aides alimentaires, l'opportunité a été exploitée pour s'informer de plus près, auprès des populations ciblées, sur leurs préoccupations à l'échelle locale, en vue d'œuvrer à leur trouver des solutions, en collaboration avec les autorités locales, qui étaient sur place, a-t-elle fait savoir. «Le rôle du CRA est complémentaire aux efforts de solidarité de l'Etat», a-t-elle encore souligné, soutenant que le défi a été relevé, grâce à l'ancrage de la culture de solidarité, «sans avoir eu recours au Trésor public et aux aides de l'Etat». Sachant que l'Etat a initié la politique de solidarité sous différentes formes, en garantissant notamment le

droit à la gratuité de l'enseignement et de la santé, et la lutte contre les disparités sociales et la pauvreté. Une politique, dont la consécration est tributaire, selon M^{me} Benhabiles, de «cette complémentarité dans la culture de solidarité, qui est un réflexe quotidien», a-t-elle observé.

Vers la création d'un espace intitulé «Les amis du Croissant-Rouge»

Parmi les autres objectifs du CRA dans la wilaya, M^{me} Benhabiles a cité la création d'un espace, au service de l'humanité, intitulé «Les amis du Croissant-Rouge algérien», lequel englobera l'ensemble des acteurs de la société, entre hommes d'affaires, sportifs, hommes de culture et de culte et autres historiens et jeunes de la région. «Ces acteurs vont œuvrer à la consécration de la complémentarité devant exister dans la culture de solidarité entre les membres de la société et l'Etat (politique de solidarité)», a-t-elle expliqué. Le CRA est contre la solidarité circonstancielle, comme c'est le cas durant le mois de ramadhan, a néanmoins relevé Saïda Benhabiles, plaçant pour une «une solidarité dans la durée», et pourquoi pas

durant toute l'année, a-t-elle indiqué, signalant une action en cours pour l'acquisition de vêtements de l'Aid El Fitir au profit des nécessiteux. «Le CRA n'a pas pour objectif de collecter de l'argent», a-t-elle ajouté, mais surtout d'«inciter à l'acte de bienfaisance et de solidarité», tout en travaillant en coordination avec les imams et autres responsables concernés pour l'élaboration de listes de nécessiteux. Elle a fait part, à ce titre, de la mise au point d'une liste de 350 000 familles. La présidente du CRA a exprimé son souhait d'accorder des aides à près de 200 000 familles nécessiteuses, durant cette année 2018, contre 100 000 familles bénéficiaires, en 2017. M^{me} Benhabiles, qui a annoncé une campagne de solidarité avec les enfants, en coordination avec la Radio nationale, sous le nom «Jeu du sourire», a lancé un appel à une participation massive à cette initiative, en vue de la «collecte du plus possible de dons, pour leur distribution à la veille de l'Aid El Fitir», et pouvoir ainsi semer la joie dans le cœur des enfants. «La collecte des dons se fait au niveau des bureaux du CRA de toutes les wilayas, au même titre que des sièges des radios locales», a-t-elle signalé.

Safy T.

LA QUESTION DU JOUR

L'Iran ne sera pas le seul à souffrir des sanctions américaines

Suite de la page une

Pour aller à l'essentiel, les Iraniens ont cherché à savoir si les Européens étaient déterminés à continuer d'acheter leur pétrole en dépit des mises en garde américaines, et y compris dans le cas où pour cela eux-mêmes seraient l'objet de mesures de rétorsion de la part des Américains. Ils attendent toujours la réponse. On ne sait d'ailleurs pas si les Russes et les Chinois y ont eux-mêmes répondu, et de façon satisfaisante pour les Iraniens. Ce dont ces derniers sont menacés, c'est d'un embargo économique et financier mis en place par les soins des Etats-Unis, qui mettrait sur eux une pression insoutenable. Non seulement leur économie s'en ressentirait gravement, mais le risque n'est pas négligeable que cette situation en vienne à mettre en danger leur stabilité politique. Les Iraniens n'iraient peut-être pas jusqu'à avoir faim sous ce régime, mais leur essor économique en serait sans doute brisé, si bien sûr leur isolement devait se prolonger. Le reste du monde n'en sortirait pas indemne pour autant. S'agissant plus particulièrement des Européens, ils auraient donné la preuve qu'ils n'étaient pas indépendants par rapport aux Etats-Unis, pour autant bien sûr qu'ils coupent leurs relations économiques avec l'Iran par crainte des représailles américaines, ce qui n'est pas encore tout à fait le cas. L'Union européenne, une construction politique d'ores et déjà affaiblie, pourrait très bien entrer alors dans une crise mortelle. Un projet politique, il est vrai pas encore terminé, qui tout de même est déjà avancé, mais qui laisse ses tenants impuissants devant un abus américain, mérite-t-il d'être poursuivi ? Ce sera la question que les citoyens européens se poseront si leurs gouvernements n'opposent pas en l'occurrence une véritable résistance à l'extra-territorialité de la loi américaine, ce que d'ailleurs ils ne semblent pas désireux de faire. Sous l'effet du Brexit, les Européens ont conçu la crainte d'une Europe victime d'un effet domino, qui verrait la sortie volontaire d'un autre pays européen, puis d'un autre, jusqu'à l'effondrement de l'ensemble. Ils n'ont pas pensé que le coup fatal pourrait leur être donné de l'extérieur, en une seule fois, du pays même dont ils ont chéri l'alliance, auquel ils croient devoir beaucoup : les Etats-Unis. Dernièrement le président du Conseil européen, Donald Tusk, a eu un mot en forme de boutade, suite justement au retrait américain, mais qui pourrait bien se révéler une vérité générale en même temps qu'une prémonition : avec des alliés comme les Etats-Unis, l'Union européenne n'a pas besoin d'ennemis. M. H.

Au 1^{er} trimestre de cette année

Hausse «sensible» des affaires cybercriminelles

■ Le harcèlement, le chantage via le net, l'escroquerie et les menaces étaient l'essentiel des affaires traitées par les éléments de la brigade de lutte contre la cybercriminalité.

Par Ihsane M.

Les services de la sûreté de la wilaya de Tébessa ont traité durant le premier trimestre 2018 pas

Promo Ooredoo sur son application «Islamiyate»
Une semaine gratuite, 50 DA l'abonnement mensuel et un «SAMSUNG GALAXY S8» à gagner chaque semaine

OOREDOO accueille le ramadhan sous le signe de l'innovation technologique et lance une promotion sur son application « Islamiyate », le premier service de streaming audio religieux en Algérie. Durant tout le mois sacré, les clients de Ooredoo peuvent accéder à un contenu digital religieux riche et varié, pour une écoute en streaming ou une lecture, notamment des versets du Coran, des Douaa, des chants religieux et des horaires de l'iftar, de l'imsak et des prières selon les wilayas.

En plus du riche contenu religieux conçu spécialement pour le mois de ramadhan, l'application « Islamiyate » propose des quizz islamiques quotidiens offrant aux clients Ooredoo la possibilité de remporter, chaque semaine, un SAMSUNG GALAXY S8 et des recharges MAXY (Super MAXY, MAXY Hadra ou MAXY Internet 2000). Pour toute nouvelle souscription à ce service, Ooredoo offre GRATUITEMENT la première semaine et à l'expiration de celle-ci, le client Ooredoo bénéficie de 30 jours d'abonnement à « Islamiyate » pour 50 DA seulement.

L'application « Islamiyate » de Ooredoo est disponible exclusivement pour les clients Ooredoo sous Android sur la plateforme de téléchargement «Google Play». Avec cette application, Ooredoo marque sa présence dans les grandes occasions à travers un contenu digital adapté aux attentes de ses clients. **Communiqué**

moins de 30 affaires liées à la cybercriminalité, signant une hausse «sensible» comparée à la même période de l'année dernière, a indiqué samedi à l'APS le commissaire divisionnaire Toufik Benamira. Tout en rappelant que seules 16 affaires liées à la cybercriminalité avaient été recensées au cours des trois premiers mois de l'année 2017, le même responsable a signalé que le harcèlement, le chantage via le net, l'escroquerie et les menaces étaient l'essentiel des affaires traitées par les éléments de la brigade de lutte contre la cybercriminalité au cours du premier trimestre 2018. Il a ajouté que la brigade de lutte contre la cybercriminalité est composée d'éléments qualifiés et spécialisés dans ce genre de crimes, dotés des équipements modernes de dernières technologies, utilisés dans les opérations de lutte et de prévention contre la cybercriminalité afin de renforcer les moyens de lutte contre ce type de crimes en plus d'identifier les auteurs, appelant les citoyens à «davantage de vigilance». S'agissant des activités de la sûreté de Tébessa, au cours de l'année dernière, le commissaire divisionnaire Benamira a rappelé que plus de 5 000 crimes et délits ont été recensés, signalant que 6 677 personnes impliquées dans ces affaires ont été appréhendées dont 255 mineurs. Dans les



détails, le même responsable a souligné que dans le cadre de la lutte contre la contrebande, les mêmes services ont traité, au cours de la même période, 82 affaires du genre impliquant 114 personnes, relevant que ces affaires ont permis la saisie de

près de 6 300 litres de carburant, 85 000 cartouches de cigarettes, 4 875 boissons alcoolisées et 49 quintaux de blé. De plus, 73 kg de cannabis et quelque 13 000 comprimés psychotropes ont été saisis en 2017, dans les 359 affaires traitées par

les policiers de Tébessa ayant engendré l'arrestation de 462 personnes, a-t-on encore noté, indiquant que les services de la sûreté dans cette wilaya frontalière s'attèlent à lutter contre la criminalité sous toutes ses formes. **I. M.**

Mohamed Bouras

Un nationaliste à la confluence du scoutisme et du patriotisme

Nationaliste hors pair qui s'est donné sans compter à un pays qu'il aimait jusqu'aux tripes, le fondateur des Scouts musulmans algériens (SMA), Mohamed Bouras, dont le 77e anniversaire de la mort sera commémoré dimanche, effectua un véritable travail de titans dans la prise de conscience par la justice de la cause pour laquelle le peuple se battait. Ce natif de Miliana (Ain Defla) qui assimilait le scoutisme à «une école de patriotisme» susceptible de galvaniser les Algériens pour se révolter contre l'indou occupant et le chasser de leur terre, déploya une activité intense notamment à l'adresse des jeunes pour les inciter à prendre part au combat libérateur du pays. Nombre d'historiens soutiennent que la contribution des SMA à la réussite de la Révolution armée est indéniable au regard du travail effectué en matière de renforce-

ment du nationalisme, observant que nombre d'entre eux ont payé de leur vie leur refus d'obtempérer au colonisateur et de cautionner sa politique exterminatrice. Pour eux, le fait que le combat de Mohamed Bouras ait particulièrement influencé trois des plus grands héros de la Révolution armée, en l'occurrence Larbi Ben M'hidi, Badji Mokhtar ainsi que le commandant Si M'hamed Bouguerra, est révélateur à plus d'un titre. Pour le fils du compagnon du fondateur du scoutisme en Algérie, Sadek El Foul, ce qui avait le plus incité Bouras à s'adonner au scoutisme fut l'affirmation de Baden Powel (le fondateur du scoutisme à l'échelle mondiale) selon laquelle le scoutisme ne pouvait être pratiqué par les arabes ou les musulmans. Se référant à son père (Sadek El Foul disparu en 1994, ndr), Mohamed El Foul a souligné que

la mise en place en 1935 du groupe El Fallah était une sorte de réponse à cette allégation, observant que ce mouvement a fait des émules un peu partout à travers le pays notamment à Tlemcen, Constantine et Tizi-Ouzou. « J'ai moi-même adhéré aux SMA en 1958 alors que je n'avais que 12 ans », a précisé à l'APS cet enseignant retraité aujourd'hui âgé de 72 ans, signalant que le nombre sans cesse croissant des adhérents a fini par inquiéter les autorités françaises qui y voyaient là un danger susceptible de faire avorter leurs desseins expansionnistes.

L'indépendance, dénominateur commun aux SMA et oulémas

Après avoir quitté Miliana, Mohamed Bouras est, à la faveur de la fréquentation assidue du cercle Ettarak (Alger), devenu proche politiquement de l'Association des oulémas et de son chef, cheikh Abdelhamid Ben Badis. S'étant rendu en 1932 à Miliana après qu'il eut créé l'association des oulémas, ce dernier n'a pas caché son admiration pour la section « Ibn khaldoun » animée alors par Sadek el foul, affirmant qu'il procédera à la mise sur pied d'une section similaire une fois rentré à Constantine. Ce fut chose faite

en 1936 dans la mesure où Ben badis créa à Constantine les sections Essabah et Arradja, deux dénominations figurant dans son poème « chaâbou al djazairi mouslimoune (le peuple algérien est musulman), oua ila al ouroubati yantassib » (il est affilié à l'arabité). Pour Abderahmane Tounsi, enseignant à la faculté d'histoire de l'université Djilili-Bounaâma de Khemis Miliana, l'intérêt porté par Ben Badis au scoutisme atteste du rôle qui lui est dévolu en matière de mobilisation des Algériens notamment les jeunes d'entre eux. Il a affirmé que la relation entre les Oulémas et les SMA était d'autant plus étroite que dans certaines de ses notes, le Mufti et ex-président du Haut conseil islamique (HCI) des années 1970, Ahmed Hamani, a qualifié Bouras de «bras droit de Ben Badis».

L'étroitesse de cette relation apparaît clairement en juillet 1939 lorsque toutes les sections scouts d'Algérie se sont constituées en fédération sous la présidence de Ben Badis, a-t-il fait remarquer. Pour l'universitaire, «il est clair qu'indépendamment des méthodes auxquelles recourraient l'une ou l'autre de ces deux organisations dans leur lutte contre l'occupant, l'essentiel était pour elles le souci de mobilisation de la société et de sa prise de conscience sur les véritables desseins du colonisateur». **Hatem N./APS**

Tamanrasset Gaïd Salah en visite de travail à la 6^e Région militaire

Le général de Corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, effectuera à partir de dimanche une visite de travail et d'inspection de 4 jours à la 6e Région militaire à Tamanrasset, indique samedi le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Lors de cette visite, le général de Corps d'armée procédera à l'inspection d'unités opérationnelles et tiendra également des réunions d'orientation avec les cadres et les personnels des unités de la 6e Région militaire», précise la même source. **R. N.**

Travaux publics et transports

Signature d'un mémorandum de coopération pour l'efficacité énergétique

■ Un mémorandum de coopération sur la mise en œuvre du programme national d'efficacité énergétique dans le secteur des travaux publics et des transports a été signé à Alger par les ministres de l'Énergie et des Travaux Publics et des Transports, respectivement Mustapha Guitouni et Abdelghani Zaalane.

Par Assia D.

Le mémorandum de coopération prévoit ainsi une subvention du Fonds national pour la maîtrise de l'énergie et pour les énergies renouvelables et la cogénération (FNMERC) à hauteur de 50% du coût global de conversion, et ce, au profit des chauffeurs de taxi automobile ainsi que la promotion, à grande échelle du gaz de pétrole liquéfié carburant (GPL/c) et du gaz naturel comprimé (GNC). Un premier objectif de conversion en GPL/c pour 50 000 véhicules de taxis est ainsi fixé pour l'année 2018. En vertu de ce mémorandum, les deux parties conviennent également d'engager une réflexion sur les voies et moyens permettant une implication accrue de tous les opérateurs de transport public ainsi que les automobilistes à la mise en œuvre du programme national d'efficacité énergétique, y compris l'opportunité d'élargir le champ d'application de la subvention allouée par le FNMERC et proposer des initiatives et autres actions pratiques pour sa mise en œuvre.

Pour assurer la mise en œuvre et le suivi de la coopération entre les deux secteurs, une commission composée de représentants des deux ministères sera constituée. Lors de son intervention, M. Zaalane a indiqué que la signature de ce mémorandum permettra de concrétiser une plus grande partie des objectifs assignés au titre du programme national d'efficacité énergétique.

Entre autres objectifs, le ministre a cité la réduction à hauteur de 9% de la consommation énergétique totale, soit une économie de 63 millions de tonnes équivalent pétrole (Tep) (40 milliards de dollars).

Cette action devra également permettre, selon M. Zaalane, de généraliser l'utilisation du GPL/c à plus d'1 million de véhicules et plus de 20 000 bus, sans omettre la création de 180 000 postes d'emploi.

Signalant que la conversion en GPL/c de 50 000 véhicules de taxi, au titre de l'année 2018, est une première étape dans le cadre du programme national d'efficacité énergétique, le ministre a souligné que cette action sera graduellement généralisée aux différents moyens de transport en commun. Selon lui, ce mémorandum permettra également de mettre en place le cadre adéquat devant faciliter la coopération institutionnelle entre les deux ministères dans d'autres domaines.

M. Zaalane n'a pas manqué de signaler que dans le monde,



Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 76,62 dollars

Le prix du panier de référence brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi jeudi à 76,62 dollars, a indiqué vendredi cette Organisation sur son site web. Mercredi, le prix du panier de référence brut de l'Opep était de 76,43 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Par contre, les cours du brut ont terminé en baisse jeudi. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet a terminé à 78,79 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 1,01 dollar par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance a cédé 1,13 dollar, pour finir à 70,71 dollars. Selon des analystes, maintenant que le prix du Brent est passé au-dessus de 80 dollars et celui du WTI au-dessus de 70 dollars, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et ses partenaires pourraient assouplir leur accord de limitation de la production. Le ministre russe de

l'Énergie, Alexandre Novak, a affirmé jeudi qu'une relance de la production dépendrait du marché et serait sur la table fin juin, a rapporté l'agence Bloomberg. D'autre part, les cours du pétrole sont restés en baisse après l'annonce en cours de séance de l'annulation de la rencontre entre le président américain Donald Trump et le dirigeant nord-coréen Kim Jong un. L'annonce mercredi d'une hausse surprise des stocks de brut et d'essence aux États-Unis a en revanche continué à faire pression sur les prix jeudi. Vendredi, les cours de l'or noir perdaient en début d'après-midi près de deux dollars en cours d'échanges européens alors que l'Arabie saoudite et la Russie ont estimé «probable» un assouplissement des limitations de la production. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait 77,01 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 1,78 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour la même échéance cédait 1,93 dollar à 68,79 dollars une heure après son ouverture. Cité par les agences russes lors d'un forum économique à Saint-Petersbourg, le ministre saoudien de l'Énergie Khaled al-Faleh

a jugé que les pays producteurs auront «bientôt la possibilité de libérer l'offre». Le ministre saoudien a affirmé qu'il rencontrerait ses homologues de l'Opep, et qu'il aurait l'occasion de se réunir avec M. Novak une ou deux fois avant la réunion de Vienne. A noter que dans son dernier rapport mensuel, publié lundi, l'Opep a une nouvelle fois pompé moins de brut que ne lui permet l'accord de limitation de la production conclu fin 2016 avec dix autres producteurs. Quant à la demande, l'Organisation a revu à la hausse de 25 000 barils par jour son estimation de la croissance pour cette année : la demande devrait atteindre 98,85 mbj, soit une hausse annuelle de 1,65 mbj. D'autre part, l'Opep et ses dix partenaires continuent de respecter l'accord de réduction de la production. Ils ont atteint en mars dernier un niveau de conformité record de 149%, avec leurs engagements de réduction de la production pétrolière. Ces efforts collectifs «continuent de donner des résultats positifs», avait estimé le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep-non Opep (JMCC). L'Organisation et ses dix partenaires, dont la Russie, vont tenir une nouvelle réunion en fin juin à Vienne.

F. H./APS

les moyens de transport sont les plus grands polluants et consomment de l'énergie à hauteur de 41%. Pour sa part, le ministre de l'Énergie a mis l'accent sur les efforts consentis par les pouvoirs publics à l'effet de réussir le programme national d'efficacité énergétique en lui réservant une enveloppe financière de l'ordre de 3,5 milliards de DA pour convertir en 2017 et 2018, pas moins de 100 000 véhicules au GPL/c. Il a, à ce titre, indiqué que pour mieux développer cette opération, l'Etat a décidé, entre autres, de prendre en charge 50% du prix de 50 000 kits de conversion pour l'année 2018, et ce, par le biais du FNMERC et d'exonérer les véhicules utilisant le GPL/c du paiement de la vignette automobile.

M. Guitouni n'a pas manqué de rappeler que le programme national d'efficacité énergétique vise à convertir 500 000 véhicules, à l'horizon 2021 au GPL/c, et plus d'1 million de véhicules à l'horizon 2030 ainsi que l'achat de 11 000 bus et 11 000 véhicules utilisant le GNC.

M. Guitouni a également rappelé qu'en 2017 le nombre de véhicules convertis au GPL/c était de 60 000 unités. De son côté, le directeur général de l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue), Mohamed Salah Bouzriba, a indiqué, qu'à ce jour, il a été mis en place, au titre du programme national d'efficacité énergétique, 150 centres de conversion, trois centres de formation des installateurs de GPL/c sans omettre que 44 wilayas disposent d'au moins un installateur de kits, etc.

Le directeur général des transports, Mourad Khoukhi, a indiqué, lui, qu'afin d'affiner les données brutes du parc taxis, une enquête a été lancée par le ministère des Travaux publics et des Transports à travers les directions des transports des wilayas et en collaboration avec les syndicats des chauffeurs de taxi.

Cette enquête avait pour objectif de déterminer la répartition des taxis par type de motorisation (essence, diesel et GPL) et le potentiel de taxis susceptibles d'être convertis au GPL/c par wilaya.

M. Khoukhi a précisé, à ce titre, qu'au 31 mars 2018, le nombre de taxis nouveaux est de 66 901 dont 6 020 appartenant à 582 sociétés de taxi. Il a ajouté que les taxis collectifs urbains sont au nombre de 15 687 alors que les taxis collectifs interurbains se chiffrent à 20 462 et les taxis collectifs inter-wilayas à 14 869.

A. D.

Blida

Près de 5 milliards de DA pour la réalisation de 190 km de réseaux électriques

■ Une enveloppe de 5 milliards de DA a été affectée à la réalisation de 190 km de réseaux électriques à Blida, selon un rapport présenté par la directrice de l'énergie, devant le conseil exécutif de la wilaya.

Par Lyes B.

« **L**e secteur accuse un grand retard dans la réalisation de projets de raccordement et de centres transformateurs et de distribution d'électricité », a souligné la responsable, expliquant par là l'affectation d'une enveloppe de cinq milliards de DA pour la réalisation d'un réseau électrique global de 190 km de long, à travers différentes communes de Blida. Observant que la wilaya accuse ce retard en dépit du parachèvement de l'ensemble des projets programmés au titre du Plan de développement du secteur énergétique local (électricité et gaz), elle a signalé, entre autres, l'affectation de 400 millions de DA au titre du quinquen-

nat 2010/2014, pour le raccordement de 64 cités d'habitation (représentant un total de plus de 31 000 foyers) aux réseaux d'électricité et de gaz. Intervenant à l'occasion, le wali de Blida, Mustapha Layadhi, a déploré le non parachèvement de l'actuel programme, ayant abouti, à ce jour, au raccordement de seulement 16 000 foyers au réseau de gaz naturel, appelant à la levée des contraintes entravant son parachèvement, notamment les oppositions des citoyens. Le chef de l'exécutif a, également, recommandé le recensement et le raccordement de toutes les régions non pourvues en gaz et électricité « même s'il s'agit de constructions anarchiques destinées à être éradiquées ultérieurement », tout en



insistant pour que les projets à venir prévoient le raccordement du plus grand nombre possible de foyers, dans le but de réduire le coût des projets, a-t-il estimé. M. Layadhi a mis l'accent aussi sur la nécessité de lutter contre les vols d'électricité et de gaz et

les raccords illicites qui « coûtent des sommes énormes au Trésor public », imputant la responsabilité de ces deux phénomènes aux présidents des communes qui, selon lui, « ne remplissent pas leur mission de contrôle, n'interdisant pas notam-

ment les constructions anarchiques ».

L. B./APS

Mostaganem

Abondance de la sardine au port de pêche de Salamandre

La production de la sardine a dépassé, au port de Salamandre (Mostaganem), 45 tonnes, soit un record pour le mois de mai, sachant que le pic est enregistré souvent aux mois de juillet et août (une moyenne de production quotidienne de 40 tonnes), a-t-on appris du directeur de wilaya de la pêche et des ressources halieutiques. Cette abondance, la première du genre depuis le début de la campagne de pêche le 1^{er} mai, a contribué, selon Toufik Rahmani, à une baisse des prix de la sardine en gros et en détail. La caisse

de 20 kilos a été cédée au port à 500 DA et le kilogramme dans les marchés à moins de 100 DA. Grâce à cette production record, 150 caisses (3 tonnes) ont été distribuées aux associations caritatives qui organisent des restaurants de la Rahma et de l'iftar, dont l'association promotion de la fille, « Irchad oua Islah », « Nour E Houda » et le Croissant-Rouge algérien (CRA). M. Rahmani a insisté sur l'engagement des concessionnaires au niveau des poissonneries à respecter les conditions d'hygiène, à déclarer réellement la quantité des prises

et les prix, à ne pas jeter le surplus en mer ou ailleurs et à suivre des mesures légales en vigueur pour détruire le produit périmé. Le président de l'association « Bahara », Mohamed Lahlou, a indiqué que les pêcheurs doivent respecter la taille marchande de la sardine, signalant que 80 % de la production est de petite taille et donc non conforme aux règles légales. M. Lahlou exhorte d'investir dans le domaine de la transformation et de la conservation de la sardine, signalant que la wilaya de Mostaganem ne dis-

pose d'aucune usine ou unité de conservation de la sardine ou du thon. La production de la sardine a atteint, au littoral mostaganémis depuis le début de la campagne de la pêche le 1^{er} mai courant, plus de 316 tonnes, soit le volume enregistré au mois de mai 2017. Il est prévu que la campagne de pêche de la sardine soit exceptionnelle cette année pour dépasser la production annuelle de plus de 4 500 t de l'année dernière.

Hocine A.

Tlemcen Plus de 250 dossiers de soutien agricole avertis depuis août 2017

QUELQUE 258 dossiers ont été avertis, entre août 2017 et mars 2018, par le comité technique de la direction des services agricoles de la wilaya de Tlemcen pour bénéficier de l'appui agricole, a-t-on appris jeudi du responsable de la DSA. Le chef du service de la production et appui technique de la DSA, Abderrahim Benzamra, a souligné que ces dossiers concernent le crédit « Refik » pour un montant global de 291 millions DA destinés à l'achat des semences de céréales, des engrais et des produits phytosanitaires. Ces dossiers ont été déposés par des agriculteurs désirant bénéficier de ce genre de soutien au niveau du guichet unique. La wilaya de Tlemcen a également bénéficié cette année de six quotas d'aides à l'acquisition de matériel agricole octroyés par le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche. Les équipements concernés sont notamment les matériels d'irrigation et d'asper- sion à pivot et les moissonneuses. Par ailleurs, la DSA a demandé des quotas supplémentaires de ce genre d'aides afin d'inciter des agriculteurs à multiplier la production céréalière dont la surface emblavée a atteint, cette saison agricole, les 172 500 ha. Par ailleurs, le responsable a souligné que « les agriculteurs n'ont pas beaucoup recouru, cette saison agricole, à l'irrigation complémentaire à la faveur des précipitations continues durant la période de croissance des cultures ».

S.A.

R.R.

APS

Mascara

Création de 94 périmètres agricoles en milieu forestier

Quelque 94 périmètres agricoles ont été créés en milieu forestier dans la wilaya de Mascara et seront attribués aux investisseurs du secteur, a-t-on appris de la conservation locale des forêts. Le chef du bureau d'inventaire, d'aménagement et de produits, Maghraoui Ali, a souligné à l'APS qu'en collaboration avec la conservation du cadastre de la wilaya de Mascara, des plans du cadastre des terres de 43 périmètres ont été achevés sur une superficie globale de 248 has. Ces plans seront adoptés par la direction générale des forêts (DGF) avant de procéder à la distribution de ces périmètres aux

investisseurs du secteur agricole dans le cadre des permis d'exploitation. L'élaboration de plans cadastraux de 51 autres périmètres en milieu forestier a été également lancée et englobant une surface de 654 has. Ces périmètres seront également affectés aux investisseurs versés dans le créneau de l'agriculture après leur adoption par la DGF. Par ailleurs, 212 has de terres forestières des communes d'El Hachem et Nesmet sont recensés en vue de leur reconversion en biens forestiers nationaux et les répartir aux investisseurs agricoles après confirmation de leur vocation agricole. Des périmètres agri-

coles en milieu forestier sont réservés pour éviter tout impact négatif sur l'environnement, la faune et la flore en mettant en place des pépinières et en lançant des activités liées à l'arboriculture, aux arbres forestiers, à l'apiculture et aux petits élevages (poules et lapins). Enfin, le secteur des forêts a bénéficié d'un projet d'aménagement et d'ouverture de 40 kms de pistes en milieu rural pour stabiliser les populations sur leurs terres, améliorer leurs conditions de vie et lutter contre leur enclavement.

Khenchela/ Destinées au désenclavement de plusieurs mechtas

Réception «début 2019» de plus de 50 km de routes

Le projet de réalisation de 58,1 km de routes devant permettre le désenclavement des mechtas de plusieurs communes de la wilaya de Khenchela « sera réceptionné au début de l'année 2019 », a indiqué le directeur des travaux publics, Ahmed Gasmi.

Ces routes bitumées permettront de faciliter la mobilité des citoyens entre les mechtas et de booster le développement agricole dans la wilaya de Khenchela, a indiqué le même responsable. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du programme

de développement économique des Hauts plateaux, affiche un taux d'avancement de 75%, a fait savoir M. Gasmi, précisant que les travaux de réalisation de ces routes, lancés en 2015, concernent les mechtas des communes de Bouhama, Yabous,

El Ouedja, Chelia, M'Sara, Aïn Touila, Remila, Beghai, Tamza et Ensigna. Le même responsable a indiqué que ce projet, très attendu par la population locale, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 500 millions dinars.



Sahara occidental

Rassemblement à Bruxelles pour dénoncer les «manigances» de l'UE

■ La communauté sahraouie de Belgique a organisé un rassemblement à Bruxelles pour dénoncer les «manigances» de la Commission européenne visant à inclure le Sahara occidental dans le champ d'application des accords UE-Maroc en dépit de deux arrêts de la Cour européenne de justice (CJUE) qui excluent les territoires sahraouis occupés de ces accords.

Par Sara H.

Les manifestants se sont rassemblés devant le siège du Conseil européen à l'appel du comité belge de soutien au peuple sahraoui et l'association de la communauté sahraouie en Belgique pour exiger de l'UE de respecter le droit international au Sahara occidental. «Le droit international n'est pas à vendre», «pas d'alternative au référendum d'autodétermination» du peuple sahraoui, ou encore «stop au financement de l'occupation marocaine», peut-on lire sur de nombreuses pancartes. «Nous rejetons les manigances de la Commission européenne visant à étendre les accords UE-Maroc au Sahara occidental», a déclaré Boris Fronteddu du comité belge de soutien au peuple sahraoui lors de ce rassemblement. Pour Boris Fronteddu, «l'UE doit respecter les deux arrêts de la CJUE» au risque de s'exposer à de nouveaux recours devant sa plus haute juridiction. Fin février, la Cour européenne de justice a conclu que l'accord de pêche UE-Maroc n'est pas applicable au Sahara occidental et à ses eaux adjacentes. En décembre

2016, cette même cour a rendu une décision selon laquelle les accords d'association et de libéralisation UE-Maroc ne sont pas applicables au Sahara occidental, soulignant le statut «séparé» et «distinct» de ce territoire, classé depuis 1963 sur la liste des territoires non autonomes de l'ONU. Dénonçant la mise à l'écart des réfugiés sahraouis des camps de Tindouf du processus de consultation mené par la Commission européenne dans le cadre de la renégociation des accords UE-Maroc, mais aussi des bénéficiaires de ces accords, Boris Fronteddu a affirmé que «le Front Polisario reste le représentant légitime du peuple du Sahara occidental». Le président de la Coopération européenne de soutien au peuple sahraoui (Euocco) Pierre Galand a appelé les participants au rassemblement à poursuivre le combat pour «le respect des droits fondamentaux du peuple sahraoui».

Une rencontre avec les responsables de la Commission «pas encourageante»

«Le respect des droits fondamentaux des Sahraouis doit

devenir une préoccupation réelle pour l'UE et ses institutions», a-t-il estimé, soulignant, toutefois, que sa rencontre avec des responsables de la Commission européenne n'était «pas encourageante». «Leur obsession n'est pas le respect des droits des peuples, mais c'est les affaires», a-t-il expliqué aux manifestants à l'issue de cette rencontre. Selon Pierre Galand, les responsables de la Commission européenne tentent de faire croire qu'ils vont respecter les arrêts de la Cour, mais en même temps ils soutiennent que cela ne doit pas empêcher la conclusion d'un accord avec le Maroc qui inclut le Sahara occidental. «Ils reconnaissent que le Sahara occidental est un territoire «séparé» et «distinct» comme souligné par la CJUE, mais ils estiment qu'ils peuvent faire le commerce avec le Maroc sur des produits provenant du Sahara occidental», a-t-il regretté. Lors de cette entrevue, les responsables de la Commission européenne ont promis au président de l'Euocco, un accord agricole UE-Maroc «exemplaire» qui pourrait même le «satisfaire» et l'«étonner». Mais, Pierre Galand n'a pas caché ses doutes. «La Commission euro-



péenne essaye de sauvegarder ses accords avec le Maroc pour ne pas avoir d'ennuis», a-t-il indiqué, déplorant l'attitude du gouvernement marocain qui n'a d'ailleurs «pas hésité à jouer la carte sécuritaire pour mettre l'UE sous pression». Néanmoins, le président de l'Euocco s'est dit «satisfait» des échanges qu'il a eus ces deux derniers jours avec de nombreux députés européens. «Les parlementaires sont attentifs à la question. Ils soutiennent qu'aucun accord ne sera adopté avant l'obtention de l'avis de la Cour de justice pour savoir s'il y a conformité entre ce qu'a statué la Cour et l'accord signé», a-t-il affirmé. De son côté, Mahdjoub Meliha de la diaspora sahraouie a réitéré le refus des organisations civiles sahraouies de participer aux consultations menées par la

Commission européenne, soutenant que le Front Polisario est le représentant légitime et reconnu du peuple du Sahara occidental. «Nous sommes contre tout accord entre l'UE et le Maroc qui inclut le Sahara occidental», a-t-il ajouté. Le président de l'association des Sahraouis de Belgique, Mohamed Hossein, a dénoncé, pour sa part, l'assassinat de jeunes sahraouis et la politique marocaine de répression dans les territoires occupés, rappelant les nombreuses violations des droits de l'homme enregistrées par les ONG de défense des droits de l'homme. Il a lancé, à l'occasion, un appel à la communauté internationale pour «veiller au strict respect de la légalité internationale» dans les territoires occupés du Sahara occidental.

S.H./APS

Tunisie/ Document de Carthage II

Une journée décisive en perspective

Les signataires du Document de Carthage II se sont entendus pour le parapher après que les experts en aient peaufiné la version finale, à l'issue de moult tractations, qui n'ont toutefois pas aplani toutes les divergences. Au-delà du contenu et des priorités du programme convenu et sur lesquels les experts ont pu trouver un terrain d'entente en écartant tout point de litige en mesure d'attiser les divergences, l'épineuse question du gouvernement de Youssef Chahed divise toujours. En effet, concernant le sort du gouvernement Chahed, les différentes parties signataires se sont alignées en deux camps, ceux qui sont pour le départ de Youssef Chahed et un remaniement profond et ceux qui sont pour le maintien du Chef du gouvernement avec l'option d'un léger changement au niveau de l'équipe gouvernementale. Ainsi, l'UGTT, Nidaa Tounes, l'Union des femmes et l'UPL sont pour le départ de Chahed alors que dans le camp d'en face on retrouve l'UTICA, Ennahdha, l'UTAP, Al Massar et Al Moubadara qui veulent son maintien. Rappelons que le directeur exécutif de Nidaa Tounes, Hafedh Caïed Essebsi, a justifié dans un post sur sa page Facebook la position de son parti, soulignant que le gouvernement Chahed a échoué sur tous

les plans et ne dispose d'aucune vision pour l'avenir. Dans une longue plaidoirie, Hafedh Essebsi a énuméré les domaines d'échecs du gouvernement, notamment, la détérioration des indicateurs économiques, le pouvoir d'achat, l'inflation, la chute du taux de change du dinar, la faillite des caisses sociales et autres, dont l'échec des négociations salariales avec les organisations syndicales. Le directeur exécutif de Nidaa Tounes a balayé d'un

revers de main l'argument de stabilité avancé pour justifier le maintien de Youssef Chahed, affirmant que le pays est engagé résolument dans une transition démocratique irréversible. A contre-pied, Ennahdha a plaidé pour la continuité afin de préserver la stabilité du pays, soulignant que si un remaniement a lieu il devra être fait avec «sérieux et étude». Lors d'une rencontre entre le président du parti, Rached Ghanouchi et les députés

du bloc Ennahdha, il a été convenu de la nécessité de faire preuve de prudence à l'égard de toute décision de remaniement gouvernemental. Néanmoins, en dépit de ces positions diamétralement opposées, rien n'a encore été décidé définitivement sur le sort du gouvernement de Youssef Chahed étant donné que le président de la République, Béji Caïed Essebsi, qui a écouté tout le monde, n'a pas encore tranché pour l'une ou l'autre possibilité.

Par ailleurs, le porte-parole de la présidence de la République, Saïda Garrach, a annoncé que la réunion des présidents de la Commission des signataires du Document de Carthage II restera ouverte jusqu'à lundi. Cette décision prouve que rien n'a encore été tranché concernant le sort de Youssef Chahed et de son gouvernement autour desquels des divergences persistent F.B./T.N.

Libye

Des migrants échappent à des passeurs

Une centaine de femmes et d'hommes retenus en captivité par des passeurs en Libye ont réussi à s'échapper. Plusieurs ont été touchés par des tirs. Plus de 100 migrants originaires d'Afrique de l'Est sont parvenus à échapper cette semaine aux passeurs qui les retenaient en captivité près de la ville libyenne de Bani Walid. D'après les récits de survivants, quinze personnes au moins ont été tuées et quarante autres, principalement des femmes, n'ont pu fuir leurs geôliers, a-t-on appris auprès d'une source locale et de travailleurs humanitaires de Médecins sans Frontières

(MSF) qui ont recueilli leurs témoignages. Dans un communiqué, MSF précise avoir soigné 25 migrants à l'hôpital général de Bani Walid, une ville située dans une zone désertique à 150 km environ au sud-est de Tripoli, à la suite de cette évasion qui, ajoute l'ONG, s'est produite mercredi. L'organisation humanitaire fait état de blessures par balles et fractures multiples.

Business florissant

Des agences de l'ONU indiquent que ces quelque 140 ressortissants érythréens, éthiopiens et somaliens étaient aux

mains d'un réseau de passeurs dirigé par Moussa Diab. Ces migrants, pour l'essentiel des adolescents cherchant à gagner l'Europe, ont été vendus et revendus à de multiples reprises entre les villes de Bani Walid et Nesma, précise MSF.

Tortures et viols

A mesure que les opérations de sécurité se sont durcies sur les villes côtières de Libye, Bani Walid est devenue une plateforme des réseaux de passeurs. Ces derniers tirent profit des mouvements migratoires entre les pays d'Afrique subsaharienne

et l'Europe via la Libye. Les trafiquants gèrent des prisons clandestines ou les candidats à l'exil sont régulièrement torturés et violés afin d'extorquer de l'argent à leurs familles. «Corps scarifiés, marques visibles de brûlures électriques et plaies anciennes infectées donnent une idée du calvaire qu'ils ont enduré», écrit MSF. «Les enlèvements en échange de rançons restent un business florissant, porté par les politiques parrainées par l'Union européenne visant à criminaliser les migrants et les réfugiés et à les empêcher d'atteindre les côtes européennes à tout prix», poursuit l'ONG. R.M.



Canada

Attaque à l'explosif dans un restaurant indien, 15 blessés

■ La police canadienne recherchait activement vendredi deux hommes soupçonnés d'avoir fait sauter un engin explosif artisanal la veille au soir dans un restaurant indien de la banlieue de Toronto, faisant 15 blessés dont trois graves.

Par Rosa C.

A ce stade, il n'y a «aucun signe qu'il s'agisse d'un acte terroriste», a déclaré lors d'une conférence de presse la cheffe de la police locale Jennifer Evans, tout en notant que l'enquête ne faisait que débuter. Ce diagnostic a été corroboré par le ministre fédéral de la Sécurité publique, Ralph Goodale: «Il n'y a aucun lien avec la sécurité nationale à ce stade», a-t-il dit, en dénonçant un «incident violent et

affreux». «L'ordre en ce moment est de retrouver les assaillants», a résumé la Première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne. Un engin explosif improvisé a explosé jeudi soir dans un établissement de Mississauga, dans la banlieue ouest de la métropole économique du Canada, au moment où deux fêtes d'anniversaire s'y tenaient, selon la police. «Deux hommes portant des capuches ont été vus entrant dans le restaurant

avec un engin explosif improvisé, puis prenant la fuite immédiatement après l'explosion», a décrit Jennifer Evans lors d'une conférence de presse sur place vendredi. Selon des images de caméras de surveillance diffusées par la police, l'attaque a eu lieu vers 22h30 locales (2h30 GMT vendredi) au restaurant Bombay Bhel, une institution établie depuis deux décennies dans l'un des quartiers les plus populaires de Mississauga. Visages dissimulés sous une casquette et derrière un foulard, les deux suspects entrent, ne disent rien et jettent seulement la bombe dans le restaurant avant de s'enfuir, d'après la police. Tout l'intérieur de l'établissement a été détruit par l'explosion. Les forces de l'ordre ont demandé l'aide de la population en publiant des profils des deux hommes, qui seraient âgés d'une vingtaine d'années. «Toutes les ressources de la police sont mobilisées en ce moment afin de retrouver les gens responsables de cet acte horrible», a dit M^{me} Evans. Trois des 15 blessés – un homme de 35 ans et deux femmes de 48 et 62 ans – ont été hospitalisés dans un état



Ph. > D. R.

critique. Ils étaient dans un état stable vendredi matin, a précisé la police. Ces trois personnes ont la double nationalité indienne et canadienne, a indiqué sur Twitter le Haut-Commissaire (ambassadeur) d'Inde au Canada, Vikas Swarup, notant que le Consul général d'Inde à Toronto s'était rendu à leur chevet dans la nuit. Les autres victimes ont été traitées pour des blessures bénignes. «C'est un crime haineux», s'est insurgée la mairesse de Mississauga, Bonnie Crombie. «Nous sommes tous choqués et attristés», a réagi sur Twitter la

Première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, adressant ses «pensées aux victimes et à leur famille». La métropole de Toronto, la première du Canada, accueille une très importante communauté d'origine indienne estimée à environ 600 000 personnes, et le Premier ministre canadien Justin Trudeau s'est rendu en Inde en février. «Nous sommes solidaires des victimes de cette violence et nous souhaitons un prompt rétablissement aux blessés», a écrit le Premier ministre sur son compte Twitter. R. C.



Points chauds

Dette

Par Fouzia Mahmoudi

La situation irakienne ne semble pas prête à se stabiliser alors qu'après avoir plus ou moins réussi à se débarrasser de l'État islamique de son territoire, le pays continue à faire face au terrorisme qui l'a défigurée ces dix dernières années. Et alors que des tentatives de normalisation sont mises en place, telles que des élections législatives, les Américains, premiers responsables du chaos qui a déchiré le pays à la suite de leur invasion injustifiée, semblent désormais estimer que le sort de l'Irak n'est plus de leur ressort. Pourtant, c'est bien leur guerre et leur invasion du pays qui sont responsables de la violence qui a d'abord émergé pour les combattre puis qui s'est retournée contre une population irakienne impuissante et laissée à son sort. Et la violence suit son cours aujourd'hui encore alors que deux bombes ont explosé vendredi 25 mai au soir près du siège du Parti communiste irakien (PCI) à Bagdad, selon un porte-parole de «La Marche pour la réforme», l'alliance du PCI avec le populiste chiite Moqtada Sadr qui est arrivé en tête des législatives. C'est la première fois qu'un parti politique est visé dans la capitale irakienne depuis le lancement de la campagne électorale mi-avril. «Deux bombes ont été lancées sur le siège du PCI» situé sur la place Al-Andalous, dans le centre de Bagdad, a annoncé le porte-parole du PCI, Jassem Al-Hilfi, également membre du bureau politique. Il a accusé «les corrompus qui n'ont pas supporté d'avoir perdu» aux législatives du 12 mai d'être derrière cette double attaque. Ces deux bombes sont «un message de menace qui vise à nous effrayer pour nous empêcher de poursuivre sur le chemin de la réforme et du changement», a-t-il poursuivi. Le PCI, a-t-il ajouté, reçoit «des menaces en permanence». Le 12 mai, à la surprise générale, la liste de l'outsider Moqtada Sadr, qui présentait un programme anti-corruption, a décroché 54 sièges au Parlement. Ce scrutin, le premier depuis la «victoire» déclarée par Bagdad sur les djihadistes, s'est déroulé sans incident majeur, une première depuis l'invasion emmenée par les Américains qui a renversé Saddam Hussein en 2003. Dans la foulée, les tractations ont débuté pour former une coalition gouvernementale, les deux puissances impliquées en Irak, l'Iran et les États-Unis, dépêchant même des émissaires pour peser sur les alliances. Mais les dénonciations de fraude s'accumulent, le gouvernement a ordonné un réexamen des résultats du vote qui provoque de la fébrilité au sein de la classe politique. Même si l'organisation État islamique (EI) a perdu la quasi-totalité des territoires qu'elle avait conquis en 2014, elle continue à frapper. Dans la nuit de jeudi à vendredi, cinq personnes ont été tuées dans une attaque suicide revendiquée par l'EI dans un bastion sadriste de Bagdad. Un kamikaze a fait détoner sa ceinture d'explosif près d'un jardin public où des familles étaient attablées pour le souhour, la dernière collation avant le début du jeûne avec le lever du soleil. Cette attaque, dans le quartier majoritairement chiite d'Al-Chola, dans le nord de la capitale, était la première du mois de jeûne musulman à Bagdad. Washington pour sa part souhaite maintenir son influence sur le pays tout en refusant de s'impliquer pour aider le peuple irakien à prendre la main sur les terroristes qui empêchent le pays d'évoluer. Donald Trump prêche tout miser sur la Corée du Nord à la recherche d'une postérité politique plutôt que de venir en aide à l'Irak (aux conditions de celui-ci) et régler la dette morale des dirigeants américains envers le peuple irakien. F. M.

Corée du Nord

Trump affirme que le sommet avec Kim pourrait finalement avoir lieu

Moins de 24 heures après avoir annulé sa rencontre très attendue avec Kim Jong Un, Donald Trump a affiché vendredi son optimisme sur les discussions avec la Corée du Nord, allant même jusqu'à évoquer le possible maintien du sommet du 12 juin à Singapour. Ce nouveau rebondissement, alors que diplomates et analystes tentaient encore de décrypter le spectaculaire annonce de la veille, brouille un peu plus les cartes et alimente l'impression d'un président qui tient à tout prix à un face-à-face dont il espère faire un marqueur de sa présidence.

«Nous avons des discussions très productives avec la Corée du Nord pour que le Sommet ait lieu, si c'est le cas, il aura probablement lieu à Singapour, à la même date, le 12 juin», a écrit Donald Trump sur Twitter vendredi soir, précisant que la rencontre pourra même être, «si nécessaire, prolongée après cette date». «Nous leur parlons en ce moment», avait déjà déclaré M. Trump depuis les jardins de la Maison Blanche, au lendemain de l'envoi d'un courrier dans lequel il rayait la date du sommet de son calendrier et dénonçait «l'hostilité» du régime de Pyongyang. «Ils veulent vraiment le faire. Nous aimerions le faire», a-t-il ajouté, interrogé sur cette rencontre qui doit être cen-

trée sur la dénucléarisation – que Washington veut «complète, vérifiable et irréversible» – de la Corée du Nord. «Nous verrons ce qui va se passer», a-t-il encore dit, reprenant une formule maintes fois répétées, avant de lancer, sans autre précision, que la rencontre «pourrait même avoir lieu le 12» juin. La réaction initiale de la Corée du Nord à cette annulation rendue publique le jour même où Pyongyang déclarait avoir démantelé son seul site connu d'essais nucléaires a été plutôt mesurée. Si le premier vice-ministre des Affaires étrangères Kim Kye Gwan a parlé de décision «extrêmement regrettable», il a laissé la porte ouverte en déclarant que Pyongyang était prêt à «s'asseoir face à face, à tout moment et de quelque manière que ce soit, pour résoudre le problème». «Très bonne nouvelle de recevoir la déclaration chaleureuse et productive de la Corée du Nord», a réagi M. Trump sur Twitter. «Les diplomates travaillent encore à ce sommet, à cette possibilité de sommet, c'est une très bonne nouvelle», a dit en écho le ministre de la Défense, Jim Mattis, donnant du poids à cette hypothèse. Interrogé sur la possibilité que la rencontre objet d'intenses spéculations ait effectivement lieu le 12 juin, dans

moins de trois semaines, Sarah Sanders, porte-parole de l'exécutif, a affirmé que c'était possible. «Si la rencontre a lieu le 12 juin, nous serons prêts», a-t-elle assuré. C'est par un courrier d'une vingtaine de lignes adressé à M. Kim que le 45^e président des États-Unis a fait part jeudi de sa décision de renoncer au face-à-face dont il avait lui-même accepté le principe début mars à la stupéfaction générale. «Malheureusement, au regard de l'énorme colère et de l'hostilité affichée dans votre dernière déclaration en date, j'estime qu'il n'est pas opportun, à ce stade, de maintenir cette rencontre», écrivait M. Trump dans cette lettre dont il a, ont souligné des responsables de la Maison-Blanche, «dicté tous les mots». Des responsables américains ont expliqué ce revirement par une «série de promesses non tenues» et un «profond manque de bonne foi».

La Chine, le seul allié d'importance de Pyongyang, a appelé les deux parties à faire preuve de «bonne volonté» et de «patience». L'euphorie initiale suscitée par la perspective du sommet avait cédé la place au doute ces derniers temps, avec pour toile de fond des menaces échangées par les deux parties.



Espace d'art contemporain «Espaco»

Les œuvres de huit plasticiens exposées

■ Les œuvres antistatiques de huit plasticiens dont Kenza Bourenane, Abdelghani Chebouche, Arezki Larbi, Mounia Lazali, Mouna Bennamani, Ratiba Aït Chafaa, Ammar Bouras, Yahia Bourmel et Mustapha Nedjaï sont exposées à la galerie Espace d'art contemporain «Espaco». Intitulée «Octoplasties», cette exposition se poursuivra jusqu'au quinze juin prochain.



Par Abia Selles

Une exposition collective réunissant les œuvres de huit artistes peintres, céramistes et sculpteurs algériens a été inaugurée à Alger. Intitulée «Octoplasties», cette exposition collective a été organisée par la galerie Espace d'art contemporain «Espaco».

L'exposition compte une installation de la plasticienne Kenza

Bourenane, intitulée «Abruptum» qui rassemble plusieurs techniques sur un mur en brique incrusté de sculptures métalliques, de figurines en céramique et d'objets de récupération revisités.

Réalisé en collaboration avec le sculpteur Abdelghani Chebouche, ce mur est fait de moulages en plâtre, de masques métalliques, de briques modelées et chaque pièce de cette édifice est peinte séparément

pour constituer une œuvre imposante restituant un univers kafkaïen, oppressant et parsemé de petites ouvertures sur un ailleurs.

«Octoplasties» est aussi une occasion pour le plasticien Arezki Larbi de dévoiler sa nouvelle collection intitulée «Traits noirs» célébrant le trait et le dessin dans sa plus simple expression à la craie d'art et au fusain.

Les nouvelles œuvres d'Arezki Larbi ont été réalisées

sur des fonds couleur terre, donnant à la toile un aspect de parchemin, sur lesquelles l'artiste propose des paysages et des symboles déclinés en sept tableaux.

Avec la même technique, l'artiste peintre Mounia Lazali présente sa collection «We Will Not Go Back», trois œuvres réalisées au crayon, craie et feutre sur des supports de plaques de plâtre exposées en fragments.

Autres nouvelles réalisations

dévoilées lors de cette exposition «Métamorphose» de l'artiste peintre Mouna Bennamani, deux toiles abstraites dédiées à la décrépitude et au renouveau.

L'artiste explore le rythme cyclique et l'éphémère dans l'univers végétal, qui peut être transposé à la vie humaine où le beau est une nécessité, sans se soucier de la forme finale d'une œuvre qui traduit avant tout un procédé.

Les visiteurs de la galerie étaient invités à découvrir un univers de perspectives et de mouvements dans les œuvres de la plasticienne Ratiba Aït Chafaa qui propose des toiles comme «Nouage» et «Entrecroisement» explorant le relief et le détail des nœuds et du croisement.

Ces mêmes mouvements, l'artiste les traduit également en céramique dans des réalisations qui donnent à la sculpture beaucoup de vie et d'impression de mouvement et de flexibilité.

D'autres plasticiens ont également pris part à cet événement avec des œuvres déjà exposées précédemment à l'image du plasticien et photographe Ammar Bouras et de l'artiste peintre Yahia Bourmel.

Egalement présent à cette exposition, Mustapha Nedjaï propose aux visiteurs plusieurs toiles de ces précédentes expositions ainsi qu'une sculpture sur verre.

L'exposition «Octoplasties» se poursuit à la galerie Espaco jusqu'au 15 juin prochain.

A.S./APS

«L'année miraculeuse»

Mohamed Magani présente son dernier roman

Dans son dernier ouvrage «L'année miraculeuse» le romancier Mohamed Magani aborde le déchirement, le traumatisme et le retour à la vie sur fond de destinées croisées de personnages en quête de reconstruction.

Ce roman de 334 pages, publié par les éditions «Chihab» relate des récits de vies qui s'entremêlent et ayant pour décor principal les villes d'Alger et d'Amsterdam, inspiré des différents voyages de l'auteur et de ses références littéraires.

«L'année miraculeuse» raconte la vie de Smaïl, un haut cadre de l'administration, démis de ses fonctions dans le milieu des années 1990. L'échec professionnel qui, lui impose un tout autre mode de vie «dénoué d'avantages et de pouvoir», se double d'un divorce suite auquel il échoue à Amsterdam où il mène une vie monotone de jeune retraité. Un coup de foudre à l'aéroport entraîne cet homme, en quête de reconstruction, dans une aventure rocambolesque, il s'empare inconsciemment de la valise d'une jeune

femme séduisante au visage familier pour s'assurer de la revoir. Smaïl se lance dans une expédition à la recherche de ce visage, aperçue à peine quelques minutes, à Alger puis à Amsterdam. Lotfia, la propriétaire de la valise volée, qui s'avère avoir été une ancienne collègue de Smaïl, est une femme à bout de nerfs qui a dû quitter l'«administration rigide» pour s'installer en France, se marier contre l'avis de ses parents pour fuir un quotidien et un mode de vie «étouffant qui ne la contentait plus».

Une vérité cachée ayant éclaboussé son couple, Lotfia se retrouve abandonnée par son mari français qui la prive, sous la menace d'expulsion de France, de voir son enfant unique. Tout en continuant à chercher à revoir son fils, elle décide de s'installer à Amsterdam.

Réunis aux Pays-Bas, les deux anciens collègues vont, alors, se lancer dans une quête d'eux-mêmes et de l'amour pour recoller les morceaux de leurs vies brisées.

Si ces histoires semblent se dérouler et se rencontrer naturellement, elles confrontent également des univers et des modes de vies différents: Amsterdam, la ville de la tolérance par excellence, épargnée des troubles, et Alger, vécue comme un souvenir chargé de traumatismes et de déceptions.

Placer ce roman à Amsterdam est également un prétexte pour l'auteur évoquer Albert Camus, dont «La chute» qui se déroule dans cette même ville, et introduire des extraits de l'auteur dans sa propre fiction. Mohamed Magani a sorti son premier roman, «La faille du ciel», en 1987. Il a également publié des études sur l'histoire et la sociologie chez Ibn Khaldoun, et sur l'enseignement ainsi que des recueils de nouvelles en anglais.

Depuis 2006, l'auteur enchaîne les romans «Scène de pêche», «La fenêtre rouge», «Rue des perplexes», et «Quand passent les âmes errantes».

F.H.

«Nuits d'art et de culture du ramadhan» à Tissemsilt

Un programme riche et varié

La manifestation «Nuits d'art et de culture du ramadhan» a été lancée mercredi soir à la maison de la culture «Mouloud Kacem Nait Belkacem» de Tissemsilt, dans le cadre du programme d'animation des soirées du mois sacré.

La soirée inaugurale de cette manifestation a été marquée par la présentation d'un monologue d'humour intitulé «Rani Saim»

écrit, mis en scène, et interprété par l'artiste Abdelkader Cherit de Tissemsilt.

L'humoriste raconte le quotidien d'un jeune refusant de travailler durant le mois du ramadhan sous prétexte qu'il observe le carême. La prestation d'Abdelkader Cherit a été très bien appréciée par le public, venu en grand nombre assister à cette soirée. Le programme de

la manifestation prévoit des représentations théâtrales et des «one-man-show» qui seront donnés par des troupes et associations locales. Le volet musical mettra à l'honneur les différents genres et tempos comme l'oranaï, le bédouï, le châabi, l'andalou et le moderne. Au programme, figurent, entre autres, le doyen de la chanson bédouïe Cheikh Miloud Vialari, Tarik

Chebli alias Ahmed Wahby junior et les associations «Nassim El Andalouss» de Tissemsilt et «El Wissal» de Theniet El Had.

Cette manifestation sera clôturée par un gala, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'artiste (8 juin), qui sera animé par la troupe culturelle «Rifak El Maana» et cheikh Rabah Ould Senia.

L.B.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Opéra d'Alger (Ouled Fayet, Alger)

27 mai à 22h30 :

Spectacle «Afro Cirkus itinéraire d'un continent». Production : Cabaret Sauvage.

Théâtre National Algérien Mahieddine-Bachtarzi (Alger)

Samedi 2 juin à 22h30 :

Concert de musique andalouse avec l'artiste Zahia Benzengui. Prix du billet : 500 DA. Centre Salle El-Mouggar

26 mai, à partir de 22h30 :

L'interprète de musique andalouse, Nassima Chabane, anime une soirée musicale

Dimanche 27 mai à 22h30 :

Lemna Bécharia et Amina Zahir seront en concert, dans le cadre des soirées de ramadhan.

Lundi 28 mai à 22h30 :

Les artistes Hassiba Abderaouf et Lamia Madini seront en concert, dans le cadre des soirées du ramadhan.

Mardi 29 mai à 22h30 :

A l'occasion de la sortie de son 27^e album Noubia Mezzi Maya Rasd Eddil, Beihdja Rahal sera en concert «unique» à Alger.

Elle sera habillée par Faïza Antri-Bouzar. Vente-dédicace à

la fin du spectacle.



FC Annecy Akrouf inusable



L'ANCIEN attaquant international algérien Nassim Akrouf, qui fêtera dans un mois et demi ses 44 ans, a terminé en tête du classement des buteurs de la Nationale 2 (4^e division française de football) avec 15 buts inscrits sous les couleurs du FC Annecy. Akrouf, qui évolue en Nationale 2 depuis cinq saisons après avoir quitté le FC Istres (Ligue 2) en 2013, n'en finit pourtant pas de marquer puisqu'il termine chaque année avec plus de dix buts au compteur. Cette année encore avec Annecy, il a réussi à marquer 15 buts en 26 appari-

tions dont un triplé et trois doublés, terminant meilleur buteur du groupe B. Evoluant dans le même groupe que les équipes réserves du Paris Saint-Germain et de l'Olympique Lyonnais, Annecy a terminé à la 2^e place, ratant d'un petit point l'accession en troisième division. Avec l'équipe nationale, Akrouf compte 18 sélections (6 buts) entre 2001 et 2004, prenant part à la Coupe d'Afrique des nations CAN-2002 disputée au Mali sous la conduite de l'actuel sélectionneur Rabah Madjer.

JM ORAN 2021

L'INFS d'Aïn Turk bientôt réaménagé

UNE OPÉRATION visant la réhabilitation de plusieurs infrastructures sportives de l'institut national de formation supérieure des cadres de la jeunesse et des sports (ex-CREPS) à Aïn Turk (Oran) sera bientôt lancée en vue des Jeux méditerranéens (JM) prévus dans la capitale de l'Ouest du pays en 2021, a appris l'APS de l'administration de cet institut. L'opération concernera la salle omnisports, dont l'état s'est nettement détérioré ces dernières années, les terrains de handball et de basket-ball, la piscine et de tennis, ainsi que le terrain de football qui sera doté d'une nouvelle pelouse synthétique de bonne qualité, à précisé la même source. Ces installations sportives, dont le budget de leur rénovation a été déjà débloqué, seront utilisées comme sites d'entraînement pour les participants aux JM, indique-t-on encore de même source. Outre cet institut, d'autres infrastructures sportives à Oran sont concernées par des travaux de rénovation et réhabilitation en vue du grand événement sportif méditerranéen, parmi elles la piscine municipale de M'dina Jedida, où les nageurs ont pu apprécier son «new look» après sa réouverture il y a quelques semaines. Le Palais des sports Hammou Boutlélis, le centre de tennis à Haï Essalam, le stade Ahmed-Zabana dans la

commune d'Oran et le centre d'équitation (hippodrome) dans la commune d'Essenia, feront également l'objet de rénovation cet été. Le coût global de cette opération de réaménagement et rénovation de ces infrastructures est estimé à de deux milliards de dinars, selon les services compétents. La wilaya d'Oran a aussi bénéficié d'un nouveau centre d'entraînement pour les équipes (élites), locales et nationales. Cette structure qui entre dans le cadre des préparatifs des JM-2021, sera aménagé au niveau de la localité Madagah, commune de Aïn El Kerma. Il s'agit d'un camp de jeunes relevant de la Direction de la jeunesse et des sports qui a été transformé en centre de préparation des équipes. Ce camp est situé à une dizaine de mètres de la forêt de Madagah et à 6 kilomètres de la plage. D'autres infrastructures seront réalisées au niveau du centre, comme une piscine de 25 mètres et une salle omnisports. Ajouter à tout cela, le nouveau complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir El Djir qui comprend, entre autres, un stade de football de 40 000 places. L'Algérie abritera pour la deuxième fois de son histoire les jeux méditerranéens après avoir organisé à Alger l'édition de 1975.

Handball - Coupe d'Algérie (dames)

Le GSP-HBC El-Biar en finale

LE HBC El-Biar et le GS Pétroliers (dames) se sont qualifiés pour la finale de la Coupe d'Algérie 2017-2018 de handball en battant respectivement la JS Ouzellaouen (22-20) et l'US Akbou (27-25) en demi-finales disputées vendredi soir à Bouira. Le HBCEB, sacré récemment du

titre de champion d'Algérie et le GSP, tenant du trophée de la Coupe en 2016-2017, animeront la finale vendredi prochain à la salle Harcha (Alger, 22h00). C'est la 11^e finale et la 6^e consécutive entre les deux meilleures formations du handball féminin algérien.

JS Kabylie

Mellal change d'avis pour Boukhenchouche

■ Le président de la JS Kabylie, Cherif Mellal, a changé d'avis concernant l'international Salim Boukhenchouche, mis dans un premier temps sur la liste des joueurs à transférer.

Par Mahfoud M.

Le joueur, en incompatibilité d'humeur avec l'ex-coach des Canaris, Youcef Bouzidi, avait lui aussi décidé de changer d'air, outré de la manière dont il a été traité par son ancien entraîneur. En effet, il s'était mis en tête de quitter le club surtout que de nombreuses formations désiraient l'engager, à leur tête l'ES Sétif et le MC Alger. Toutefois, le premier responsable du club kabyle semble avoir bien réfléchi à la question et a décidé de revenir sur sa décision. Les dirigeants de la JSK pensent qu'il faut plutôt garder les meilleurs éléments et tenter de renforcer le groupe avec d'autres joueurs capables de donner le plus qu'on attend d'eux. L'essentiel est de bâtir un groupe homogène qui puisse donner un plus la saison prochaine où le pari sera grand, étant donné que le club souhaite jouer les premiers rôles après avoir souffert cette saison et assuré son maintien dans les ultimes journées du championnat. Pour cela, le président Mellal multiplie les contacts avec des joueurs qui lui ont été proposés par des managers. Ainsi,



un élément comme Belkacemi intéresse au fort point les kabyles, lui qui a marqué la saison passée un total de 18 buts avec le MO Béjaïa et est pour beaucoup dans l'accession des «Crabes» en Ligue I. Le premier responsable de la JSK est aussi sur la piste des trois éléments du CRB, Naâmani, Draoui et le gardien Saïhi. Ce trio attise les

convoitises de nombreuses formations de la Ligue I, mais Mellal ne perd pas espoir de les engager. Tout dépendra de la manière avec laquelle il traitera avec ces joueurs qui demanderont certainement d'être considérés à leur juste valeur.

M. M.

MC Alger

Zakaria Haddouche officiellement engagé

Le milieu de terrain offensif de l'ES Sétif, Zakaria Haddouche, est devenu la première recrue estivale du MC Alger en s'engageant jeudi soir pour un contrat de deux saisons, a appris l'APS vendredi auprès du pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football. «J'ai quitté un grand club pour rejoindre un autre grand club. Le MCA n'est plus à présenter, j'envisage de gagner des titres et réaliser une belle saison sous les couleurs de ma nouvelle équipe. Je suis charmé par le style de jeu développé par l'équipe avec l'entraîneur Bernard Casoni», a indiqué Haddouche lors de la cérémonie

de la signature du contrat tenue au niveau du siège du club. Haddouche (24 ans) avait rejoint l'Entente en 2015 en provenance de l'ASO Chlef, remportant un titre de champion en 2017. Outre l'arrivée du natif de Tlemcen, le MCA a prolongé le contrat du gardien de but Farid Chaâli pour cinq saisons. Le directeur général sportif du Doyen, Kamel Kaci Saïd, présent à cette cérémonie, a révélé que la prochaine recrue du Mouloudia devrait être «le défenseur international du Paradou AC Islam Arous qui va s'engager en principe pour deux saisons». S'agissant de l'avenir de l'entraîneur Bernard Casoni, le

dirigeant du MCA a souligné que le technicien marseillais «va prolonger son contrat pour deux saisons d'autant que nous avons un projet sportif ambitieux». Alors qu'il figurait parmi les favoris pour raffler l'un des deux titres de la saison, le MCA a bouclé la saison d'une manière catastrophique, terminant à la 5^e position au classement et échouant à arracher une place qualificative à une compétition continentale. Le club reste engagé en phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique, où il occupe la 2^e place de sa poule avec 4 points, à deux longueurs du leader du TP Mazembe (RD Congo).

WA Tlemcen

Benchadli dans l'expectative

L'entraîneur Djamel Benchadli a indiqué vendredi qu'il était «dans le flou» au sujet de son avenir avec le WA Tlemcen qu'il a réussi à maintenir en Ligue deux de football «Mobilis». «Depuis la fin du championnat, il y a de cela une dizaine de jours, je n'ai reçu aucun contact de la part des dirigeants du WAT pour me signifier s'ils avaient ou non l'intention de discuter sur une éventuelle prolongation de mon contrat», a

déclaré Benchadli. Le technicien oranais avait rejoint le WAT en mars passé alors que cette formation luttait pour son maintien. Sous sa houlette, les «Zianides» sont parvenus à relever la tête et assurer leur maintien en Ligue 2, une année après leur accession à ce palier. «J'estime que j'ai convenablement rempli ma mission. J'étais très heureux aussi d'avoir contribué dans le maintien du WAT, dont les dirigeants devront néanmoins revoir beau-

coup de choses pour espérer éviter le scénario de cet exercice», a encore estimé l'ancien entraîneur du MC Oran, de l'ASM Oran, et d'autres clubs algériens. Le même coach, qui se dit «disposé» à négocier une éventuelle prolongation de son bail, a fait savoir au passage qu'il attendait également d'être régularisé par la direction du WAT, étant donné qu'elle lui doit encore quelques primes de matchs.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Samsung Algérie

La gamme de smartphones «MIB» sera élargie

C'EST dans l'esprit que porte le mois sacré du ramadhan que Samsung Algérie a convié ses partenaires médias à un dîner Iftar en présence du directeur général, Joonho Jung, et l'ensemble du management de l'entreprise.

Devenue une tradition bien ancrée chez Samsung Algérie, cette soirée permet à l'entreprise de marquer les relations solides tissées avec les médias. Dans ce sens, le directeur général de Samsung Algérie M. Joonho Jung a tenu à exprimer sa joie à l'ensemble de la famille de la presse en avançant dans son discours : «Comme chaque année, nous sommes ravis de nous retrouver parmi vous ce soir pour partager avec vous l'ambiance chaleureuse et exceptionnelle de ce mois sacré.

Nous saisissons cette occasion afin de vous souhaiter un Ramadhan Moubarak à toute la famille de la presse ainsi qu'à tout le peuple algérien, mais aussi une occasion pour exprimer notre reconnaissance pour votre engagement professionnel et fidèle envers l'entreprise depuis de longues années. Nous apprécions tous les efforts déployés pour refléter l'image de nos produits et services dans le marché algérien, surtout que votre soutien demeure primordial à la mission de l'entreprise qui est celle de répondre au mieux aux attentes du consommateur algérien en termes de technologie et d'innovation dans le but ultime de rendre la vie des gens meilleure». Par ailleurs, Samsung Algérie annonce l'organisation d'un dîner iftar en l'honneur des Influenceurs Web qui sont présents en force sur les réseaux sociaux, et ce, afin de partager avec eux un moment convivial tout en échangeant avec eux leurs expériences. Samsung Algérie a revu sa stratégie de communication en mettant l'accent sur l'Algérie et ses richesses, une vitrine sur l'international.

Des smartphones sous l'emblème

Désormais disponibles sur le marché algérien depuis décembre 2017, la gamme J «Samsung Fi Bladi» avec le J7 Pro, J7 Prime, J7 Core, Grand Prime+ va voir la gamme s'élargir encore avec l'introduction de nouvelles références dans les prochaines semaines.

Dans le but d'offrir un accès à un meilleur environnement d'apprentissage mettant en avant l'esprit de créativité et de challenge, Samsung a procédé récemment à l'aménagement d'une classe numérique à l'Ecole des Hautes Etudes Commerciales (EHEC) à Koléja Pôle universitaire dans la Wilaya de Tipaza.

Baptisée «Samsung Project», cette salle numérique qui occupe une superficie globale de 540 m² et qui a été complètement réaménagée en fonction des besoins des étudiants en leur offrant un espace moderne propice à la créativité et à l'interaction, est équipée des dernières technologies du géant mis à la disposition de plus de 2 200 étudiants afin de les accompagner tout au long de leur cursus universitaire.

Ali Zidane

Centre commercial à Tipasa

Un incendie ravage 15 locaux

UN INCENDIE s'est déclaré, vendredi, au niveau d'un centre commercial au centre-ville de Tipasa, ravageant 15 locaux mais sans faire de victimes, a-t-on appris des services de la Sûreté nationale.

«L'incendie, probablement causé par une étincelle électrique, a ravagé vendredi matin presque entièrement 15 locaux du centre commercial «Dubai» situé au centre-ville de Tipasa»,

précise la même source. Les services de la Sûreté nationale ont ouvert une enquête pour déterminer les circonstances et les causes de l'incendie survenu au centre commercial, ouvert depuis à peine un mois, a-t-on ajouté de même source, précisant qu'aucune victime n'a été enregistrée à part des blessures légères à un agent de la Protection civile.

K. L.

Mila

Récupération d'un véhicule volé et arrestation de deux individus

LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire relevant de la Sûreté de la wilaya de Mila ont récupéré, durant la semaine en cours, un véhicule touristique volé et arrêté deux suspects, a-t-on appris vendredi des services de Sûreté de la wilaya. «Suite à une plainte faisant état du vol d'un véhicule touristique, la nuit du 28 avril dernier, les éléments de la police judiciaire ont ouvert une enquête. Cette enquête a permis l'arrestation du suspect, âgé de 31 ans, qui a reconnu avoir volé le véhicule en utilisant une

copie de la clé», a-t-on précisé de même source. L'enquête a permis, en outre, de découvrir que la voiture était dans un garage de l'un des amis du suspect qui a été également arrêté. Après l'achèvement des procédures judiciaires, les deux suspects ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mila, qui a ordonné le placement en détention du suspect principal et la libération du deuxième suspect, précise la même source.

A. S.

Les imams réclament aussi une augmentation des salaires



Djalou@hotmail.com

Mercuriale à Béjaïa

Les prix des fruits et légumes augmentent jour après jour

■ La première semaine du ramadhan atteste de cette tendance. Les spéculateurs continuent de dicter leur loi en «plumant» les Algériens de leurs petits revenus durement acquis durant ce mois censé être sacré. Pourtant c'est le mois de piété, de solidarité et d'entraide par excellence.

Par Hocine Cherfa

En dépit des assurances des responsables du secteur, force est de constater que les prix ne baissent pas une semaine après le début du ramadhan, au contraire ils grimpent du moins pour certains produits. Il faut noter que la tomate est le légume qui a connu la plus importante augmentation durant le premier jour du ramadhan. Un légume très demandé dans la préparation des plusieurs plats, notamment de la chorba. Elle frôle la barre des 150 dinars le kilogramme. Elle est suivie de la courgette qui est cédée à 120 dinars/kg. La salade est affichée à 100 DA voire plus. Le poivron et le piment sont fixés entre 90 et 120 DA le kilo, la carotte caracole à 100 DA voire plus, la pomme de terre coûte 50 dinars, tout comme l'oignon.

Une virée dans les marchés hebdomadaires et de proximité de Sidi-Aïch, Béjaïa, Kherrata, Tazmalt, Akbou, etc. nous renseigne sur cette course folle des prix dont la courbe ascendante avait déjà commencé une semaine avant le ramadhan pour atteindre sa vitesse de croisière les trois premiers jours du ramadhan. Le consommateur ne cesse de subir car faire ses emplettes en produits agricoles frais n'est toujours pas chose aisée. Un panier de ces produits avec deux kilos de viande rouge revient à déboursier jusqu'à 5 500,00 DA voire plus, c'est selon le nombre de personnes par famille. Cependant, les tarifs de certains produits comme les produits carnés, le sucre et l'huile, les conserves, la farine, la semoule, le café, sont restés tels quels puisque leurs prix sont fixes et contrôlés. Idem aussi pour les prix du lait et des huiles. Ils n'ont pas bougé puisqu'ils sont fixés à la base par les usines où ils sont fabriqués et l'Etat veille à cela mais pas pour d'autres produits. Cependant, les tarifs de certains fruits séchés comme les raisins, les amandes, les pruneaux, les abricots servant à la préparation des desserts ont flambé aussi entre 30 et 50%. Concernant les prix des fruits, ils étaient déjà très élevés avant le ramadhan. Les bourses moyennes et faibles ne peuvent

pas se les offrir. La pastèque est cédée entre 70 et 80 DA le kilo, voire plus les premiers jours, la banane entre 320 et 380 DA, le melon entre 120 et 150 DA, etc. Quant aux pommes et aux dattes, n'en parlons pas. La flambée a touché aussi les viandes de manière générale. Les viandes rouges sont cédées entre 1 400 et 1 500 DA le kilo, voire plus. Alors que le poulet est cédé entre 320 et 340 DA le kilo, un prix beaucoup plus élevé si on le compare aux quelques jours avant le début du mois de ramadhan. Par ailleurs, on est toujours face sans doute aux mêmes problèmes de stockage des produits agricoles dans le but de maîtriser les circuits de distribution, sinon comment expliquer cette flambée ? Il est quasi certain qu'il y a un lobby ou une mafia bien organisée qui manipule à sa guise les prix du marché. Elle tient d'une main de fer tous les maillons de la chaîne de distribution au point de dicter sa loi, de faire la pluie et le beau temps. Pour garder le contrôle du marché, elle n'hésite pas à recourir à des méthodes comme la rétention des produits. Les autorités concernées doivent agir à ce niveau et surtout contrôler les chambres froides et pas seulement, comme ce fut le cas l'an dernier.

H. C.